

PRÉFET DU FINISTÈRE

Commission départementale du financement de l'économie
Réunion du 26 janvier 2011

Président : M. Pascal MAILHOS, préfet du Finistère

Participants :

- M. Jacques WITKOWSKI, secrétaire général
- M. Jean-Yves CHIARO, sous préfet de Morlaix
- M. Gilles MONNERIE, DDFIP
- M. Christian PICHEVIN, DDFIP
- M. Gérard MORTON, Banque de France
- Mme Monique GUILLEMOT-RIOU, UT DIRECCTE
- M. Jean-Pierre NELLO, DDPP
- M. Dominique MANDOUZE, DDTM
- M. Yvon BROUSTAIL, sous-préfecture de Brest
- Mme Isabelle GUICHARD, sous-préfecture de Châteaulin
- M. Bernard COULIOU, Pôle emploi
- M. Pierre MERCIER, CCI Morlaix
- M. Jean-Hervé LACROIX, CCI Brest
- M. Vincent CAPART, CCI Quimper
- M. André SERGENT, vice-président de la Chambre d'agriculture
- M. Patrick NESTOUR, Crédit mutuel de Bretagne
- M. Marc DEVAUX, Caisse d'épargne
- M. Christophe JAMOIS, Banque populaire atlantique
- M. David HERAULT, BNP Paribas
- M. Hervé LELARGE, OSEO
- Mme Claudine DYE, présidente de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie
- M. Pierre BALLAND, Union des entreprises
- M. Erwan LE GOFF, Ordre des experts comptables
- M. François BIGNON, DDFIP
- M. Yves CHATALEN, UPA – CAPEB
- M. Dominique BRUNEL, conseil général
- M. Jean-René JONCOUR, président de l'association des maires du Finistère
- M. Gérard PAGER, FRTP
- Mme Anne PICOUX, MSA

Excusés :

- M. Raymond GORREC, FRTP
- M. Lionel THOMASSIN, URSSAF
- Mme Nadine SANCHEZ, direction départementale des finances publiques du Finistère
- M. Pierre-Yves LE TROCQUER, Pôle emploi Quimperlé
- M. Patrick DUFOUR, Crédit maritime

M. le préfet ouvre la 18^{ème} séance de la commission départementale du financement de l'économie.

1 – Aspects fiscaux et financiers

la DGFIP fait une présentation des indicateurs de l'activité économique des entreprises du département.

- *Evolution du CA des entreprises du Finistère* : augmentation de 4,1% par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'est essentiellement faite lors du second semestre 2010. La tendance continue à la hausse.
L'année 2010 est revenue à un niveau supérieur à celui de 2008 malgré une forte baisse en 2009.
Les activités industrielles et commerciales représentent à elles seules 71% de l'activité du département.
- *Evolution de l'IS et de la TPF* : cet indicateur reflète le niveau des résultats des entreprises.
Il est en baisse de 9% par rapport à l'année précédente, même si la tendance semble à la hausse.
Cela indique que malgré une reprise de l'activité (CA en hausse), les bénéfices des entreprises ont diminués.
Cela peut s'expliquer de deux manières : d'une part par la forte augmentation du coût des matières premières (qui n'a pas pu être répercutée complètement) et une augmentation de l'endettement pour se recréer une trésorerie de court terme afin de faciliter la reprise d'activité.
- *TVA déductible sur immobilisations* : cet indicateur reflète l'investissement des entreprises.
Il est en baisse de 4,3% sur l'année 2010 et la tendance est à la stabilité en toute fin d'année.
On peut donc espérer un redémarrage dans le courant de l'année 2011.
- *Taxe de publicité foncière* : elle reflète le dynamisme des ventes immobilières. Cette taxe qui avait accusé une très forte baisse en 2009 est remontée de 26,5 % en 2010 avec une tendance qui continue nettement à la hausse.

Activités de la commission de surendettement :

92 dossiers d'entreprises en difficulté en 2010

57 dossiers d'échéanciers de paiement acceptés

Inquiétude à signaler en ce début d'année, des entreprises vues il y a deux ans reviennent les solliciter.

D'une manière générale, les acteurs financiers sont unanimes pour constater que l'activité économique redémarre avec néanmoins des trésoreries tendues pour les entreprises. Il faudra continuer à les accompagner pour qu'elles perdurent. Les crédits à court terme sont en augmentation assez sensible ainsi que les demandes de prêts, les entreprises ayant des projets à l'international.

2010 : investissements en demi-teinte, 2011 : perspective de projets.

A noter une petite recrudescence d'entreprises entre 10 et 20 salariés en situation de difficulté sollicitant la médiation.

Les banques ont été très sollicitées par les marchés des particuliers, bonne année pour les crédits à la consommation et les prêts immobiliers. Les mesures défiscalisantes y sont pour beaucoup (crédits à la casse, loi scellier).

2 – Point sur l'emploi

Situation du chômage

Fin 2010 : 34 361 demandeurs d'emplois de catégorie A (demandeurs d'emploi ayant aucune activité). A noter une reprise de l'activité économique avec deux indicateurs encourageants : une augmentation du nombre de contrats d'intérim (+ 7,5 % sur un an) et la diminution du chômage partiel (95 613 heures contre 270 582 fin 2009).

Même si l'activité économique reprend, il faut rester prudent, 250 à 300 ruptures conventionnées homologuées par an. En ce qui concerne les licenciements économiques, 2009 a été une mauvaise année surtout dans les secteurs clinique, social et pharmacie ; en 2010 ils ont été moins nombreux. Par contre à noter une recrudescence des licenciements économiques judiciaires dans le secteur du bâtiment.

Offres d'emploi

En 2010 : 46 620 offres d'emploi : 34,8 % des offres sont durables et 22 % en CDI.

Octobre 2010 : 10 152 intérimaires essentiellement dans les secteurs de l'industrie, du tertiaire et de la construction. Le département du Finistère représente 27 % du poids de la région Bretagne. A noter une augmentation significative dans ce domaine.

3 – Point agriculture et pêche

Agriculture :

2009 : situation très dégradée

2010 : année de reprise variable suivant les filières.

- Le secteur laitier représente 20 % de la production agricole, à noter une reprise de l'activité avec des perspectives encourageantes pour 2011.

- Le secteur légumier représente 15 % de la production agricole du département. A titre d'exemple 2010 a été une bonne année pour la tomate + 55 % par rapport à l'année précédente.

- L'agriculture : même poids économique 15 %, 2010 a été une bonne année (mieux pour le poulet que pour la dinde par exemple).

- La filière porcine est toujours en crise : très forte hausse au coût alimentaire et envolée du coût des céréales (le blé atteint 250 €/tonne en début 2011).

La chambre d'agriculture a été missionnée par l'Etat pour accompagner les dossiers les plus délicats afin de trouver des solutions aux situations les plus difficiles, des cessations ou des restructurations d'exploitations sont à prévoir. La MSA signale la mise en place de dispositifs afin d'accompagner les exploitants de cette filière.

Pêche :

Bilan de l'année plutôt positif avec une hausse du tonnage de + 2 %. Le prix moyen a légèrement augmenté + 4 % en valeur.

La flotte est en diminution de 20 navires sur l'ensemble du département pour un total de 687 navires. Les effectifs des marins ont diminué et il y a quelques inquiétudes sur les cours du gazoil.

4 – Point par secteur

Les 3 CCI notent également une reprise de l'activité économique pour 2010.

- secteur de Quimper : constat positif + 448 entreprises, + 22 % d'inscription auto-entrepreneurs, petit bémol en ce qui concerne les liquidations judiciaires + 22 % en 2010.
- secteur de Brest : activité stable, pas de retour particulier de la part des commerces, à noter l'impact des travaux du chantier du tramway (en dehors de BMO la consommation est à la hausse).
- secteur de Morlaix : tendance plutôt à la baisse imputable à la conjoncture économique. Le secteur des services a mieux résisté. Les commerçants ont maintenu leur chiffre d'activités malgré les intempéries. La fréquentation des restaurants stagne. Un tiers des entreprises souhaitent travailler au niveau international. Des appels d'offres vont être lancés.

L'Union des industries et métiers de la métallurgie constate également la reprise économique, les carnets de commande se remplissent bien, l'optimisme est revenu malgré l'envolée du prix des métaux qui entraîne une érosion des marges.

Le MEDEF indique que le moral des chefs d'entreprises est en hausse. Plusieurs indicateurs le démontrent : les investissements industriels redémarrent et l'intérim est en progression. Quelques inquiétudes subsistent en ce qui concerne les trésoreries un peu tendues de certaines entreprises qui devraient fermer dans l'année. Le MEDEF souhaite avoir les chiffres de création d'entreprises sans les auto-entrepreneurs.

La FRTP annonce une année de stabilité pour 2011 avec l'annonce de grands chantiers tels que la centrale d'énergie à Brest.

L'UPA note une évolution perceptible avec néanmoins une dégradation des trésoreries. 21 % des artisans font état de la dégradation de leur trésorerie, en 2009 ce taux était de 34 %.

L'AMF constate l'annonce de grands projets économiques dans les communes lors des différentes cérémonies des vœux. C'est un signe encourageant.

La séance est levée, une prochaine réunion aura lieu fin avril.



Pascal MAILHOS